



## message du président

Le verglas historique du début de 1998 n'a pas épargné les productrices et les producteurs de lait. Il aura mis en lumière, une fois de plus, la force de la solidarité des producteurs et de leurs organisations dans l'adversité. Qu'ils aient été faits par d'autres producteurs d'ici et d'ailleurs au Canada, des transporteurs ou des transformateurs, ces gestes de solidarité nous ont permis de passer à travers ce désastre sans trop de conséquences néfastes et cela, même si au plus fort de la crise, la moitié des installations de transformation québécoises étaient inopérantes. Je tiens donc à remercier tous ceux et celles qui, par leur dévouement et leur sens aigu de l'entraide, ont rendu ces moments moins douloureux.

La Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois, en mars, aura permis au secteur laitier de se rapprocher de l'appareil gouvernemental qui en comprend maintenant mieux le fonctionnement, les enjeux et les défis. Créé à la suite de la Conférence, le Comité de concertation du secteur laitier, présidé par le premier ministre, aura débouché sur une entente de cinq ans pour ce qui est des règles d'approvisionnement des usines en lait. Voilà qui donnera un horizon de stabilité à l'industrie laitière québécoise sur ce plan.

Lorsque le gouvernement du Québec a manifesté son intention de procéder à la vente du Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) inc., il est apparu clair aux producteurs qu'ils devaient continuer de présider à la destinée de cet important outil de développement de la production. En effet, les producteurs ont toujours été très nombreux au conseil d'administration de cette société d'État, et il fallait préserver leur rôle prépondérant dans les orientations de l'entreprise tout en continuant de s'assurer que les profits seraient réinvestis dans la génétique. Forte du mandat donné par son assemblée générale, la Fédération a amorcé les discussions en vue de l'acquisition du C.I.A.Q. par l'intermédiaire d'une société en commandite formée en partenariat avec le Conseil provincial des CAB inc. et le Conseil québécois des races laitières inc. En fin d'année, les discussions allaient bon train.

Certains dossiers d'envergure sont toujours sans dénouement et continuent d'exiger un suivi soutenu de la part de la Fédération. Je songe ici, entre autres, au dossier de la lutte pour préserver au beurre sa couleur distincte, à celui des importations des mélanges d'huile de beurre et de sucre et à celui du groupe spécial de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le système canadien de classes spéciales. On se souviendra, sur ce dernier sujet, que les États-Unis et la Nouvelle-Zélande contestent les classes spéciales, arguant qu'elles sont utilisées pour subventionner les

exportations et que les Américains contestent aussi l'accès minimum qui leur est consenti pour le lait de consommation. La Fédération a suivi le dossier de très près, déléguant même un représentant à Genève pour les audiences qui s'y sont tenues à l'automne. Quoi qu'il en soit, nous serons fixés sur cette question au plus tard à l'été 1999. Si des modifications doivent ensuite être apportées à nos processus, nous disposerons de 15 à 18 mois pour les mettre en œuvre. Mais, je tiens à le répéter, ce ne sont pas nos façons de procéder sur le marché intérieur qui sont visées par ce groupe spécial et, si des ajustements sont nécessaires, nous aurons le temps requis pour les faire avec le moins de perturbation possible.

L'année qui vient sera marquée par le lancement de la prochaine ronde de négociations dans le secteur agricole à l'OMC. Dans le but de bien se préparer à ces négociations, la Fédération a tenu, en novembre dernier, une assemblée de réflexion sur l'avenir du plan conjoint dans le contexte de mondialisation des marchés. La position des producteurs a été sans équivoque : le maintien de leur droit à la mise en marché collective est essentiel à la préservation d'un rapport de force équilibré face à des entreprises de transformation et de distribution qui sont de plus en plus grosses. Il faut, à plus long terme, obtenir des règles de discipline et le droit à la mise en marché collective au niveau mondial pour préserver ce sain rapport de force dans un marché qui se mondialise. Mais il faut prendre les bouchées à notre mesure, une à la fois. Si les producteurs avaient voulu adopter un seul plan conjoint provincial avec péréquation du paiement et un seul prix à tous dès 1940, lorsqu'ils ont commencé à revendiquer le droit à la mise en marché collective au Québec, ils auraient échoué. Par analogie, au niveau mondial, il faudra poser un jalon à la fois en gardant constamment notre objectif en tête. Et en parallèle nous veillerons, en étroite collaboration avec les Producteurs laitiers du Canada (PLC) et l'UPA, à ce que le gouvernement fédéral conduise des négociations nous permettant de maintenir ce que nous avons de plus précieux : la gestion de l'offre.

Je ne pourrais terminer ce tour d'année 1998 sans souligner le départ de Claude Rivard qui a été président de la Fédération pendant près de 10 ans. Au nom des productrices et des producteurs, je tiens à le remercier pour la ténacité dont il a toujours fait preuve dans la défense de leurs intérêts et pour l'excellence du travail accompli. Il connaissait bien le sens de «prendre une bouchée à la fois» sans jamais perdre de vue les objectifs à long terme des producteurs. Simplement, mais profondément, merci !

## MESSAGE FROM THE CHAIRMAN

The historic ice storm at the beginning of 1998 did not spare dairy farmers. It once again revealed how strong the solidarity of farmers and their organizations can be in the face of adversity. Whether they came from other farmers in Quebec and other provinces, from transporters or from processors, these gestures of solidarity helped us get through this disaster without too many harmful consequences, even though half the processing plants in Quebec were out of operation at the height of the crisis. I particularly wish to thank all those whose dedication and keen sense of mutual aid made these times less painful.

The Quebec Agriculture and Agri-Food Conference, held in March, has allowed the dairy sector to develop closer relations with the government, which now has a better understanding of the industry's operation, stakes and challenges. Created after the Conference, the Dairy Industry Working Committee, chaired by the Premier, has already produced a five-year agreement on the rules for supplying milk to processing plants. This will give the Quebec dairy industry a stable horizon in this area.

When the Quebec government stated its intention of selling the Centre d'insémination artificielle du Québec (C.I.A.Q.) inc., it seemed clear to farmers that they had to continue presiding over the destiny of this crucial production development tool. There have always been a large number of farmers on the board of directors of this Crown corporation. It was essential to preserve their predominant role in its business orientations and continue to ensure that the profits would be reinvested in genetics. On the strength of the mandate received from its General Meeting, the Federation initiated discussions for acquisition of the C.I.A.Q. through a limited partnership formed with the Conseil provincial des CAB inc. and the Conseil québécois des races laitières inc. These discussions were making good progress at the end of the year.

Certain major files are still unresolved and continue to require the Federation's sustained attention. In particular, I am thinking of the battle to preserve the distinctive colour of butter, the issue of imports of butter oil and sugar blends and the issue of the World Trade Organization panel on Canada's special class system. On this last point, the United States and New Zealand are contesting the special classes, arguing that they are used to subsidize exports. The Americans are also contesting the minimum access they are allowed for fluid milk. The Federation has followed the issue very closely, even delegating a representative to Geneva for hearings held last fall. We will know the outcome of the hearings by the summer of 1999, at the latest. If changes are then required, we will have 15 to 18 months to implement them. But I must repeat that this panel is not targeting our methods on the domestic market and that, if there are adjustments to be made, we will have the time to make them with the least possible disruption.

The year ahead will feature the beginning of the next round of World Trade Organization (WTO) negotiations on agriculture. To be well prepared for these negotiations, the Federation held a meeting last November to discuss the future of the Joint Plan in the context of globalization. The farmers were unequivocal that maintaining their right to collective marketing is essential to preserve their bargaining power in dealing with ever-bigger processing and distribution companies. In the longer term, rules of market discipline and the right to collective marketing must be obtained at the worldwide level to preserve this healthy bargaining power in a global marketplace. But we must take one step at a time. If farmers had attempted to adopt a single provincial Joint Plan with revenue pooling and one price for everyone in 1940, when they first began demanding the right to collective marketing in Quebec, they would have failed. By analogy, at the global level, we must achieve one milestone at a time, while keeping our objective constantly in mind. At the same time, in close collaboration with Dairy Farmers of Canada (DFC) and the Union des producteurs agricoles (UPA), we will see to it that the federal government conducts negotiations that will allow us to maintain our most valuable asset: supply management.

I could not end this review of 1998 without noting the departure of Claude Rivard, who served as Chairman of the Federation for nearly 10 years. On behalf of dairy farmers, I wish to thank him for his excellent work and the tenacity he has always shown in defending farmers' interests. He had a very good understanding of the strategy of one step at a time, while always keeping the farmers' long-term objectives in mind. We owe him our deepest thanks!

